

Par DOMINIQUE MANENC

Bordeaux : les étudiants planchent sur le conflit des forains

Trois étudiants en aménagement et urbanisme décortiquent un problème lié à l'usage de l'espace : la guéguerre entre les commerçants non-sédentaires et la mairie.



Les trois étudiants de master 2 interrogent Éric Moch, l'un des forains qui est resté sur la place. (photo Philippe Taris)

Ce matin, ils sont sur le terrain. En quelque sorte, ils font un boulot de journaliste pour nourrir une étude qu'ils doivent réaliser dans le cadre du cours dédié aux conflits urbains, inscrit dans le master 2 qu'ils suivent à l'institut d'aménagement, de tourisme et d'urbanisme au sein de Bordeaux 3. Pierre Lebrun, Marianne Cuoq et Baptiste Malavelle ont choisi d'illustrer leur travail par un exemple concret et d'actualité : la guéguerre que se livrent les commerçants non sédentaires et la mairie qui souhaite les voir quitter la place Saint-Projet.

« Nous devons d'abord définir la notion de conflit, sachant qu'elle n'est pas forcément négative, détaille Marianne. S'il y a conflit, cela veut signifier qu'il y a un intérêt commun entre les deux parties, chacune ayant des objectifs différents. Plusieurs articles consacrés à ce sujet dans "Sud-Ouest", nous ont incités à nous pencher sur cette notion d'usage de l'espace ».

PUBLICITÉ

Un institut presque trentenaire

Pierre Lebrun, Marianne Cuoq et Baptiste Malavelle sont inscrits en master 2 à l'Institut d'aménagement, de tourisme et d'urbanisme (latu), actuellement intégré à l'UFR Sciences des territoires et de la communication de l'université de Bordeaux 3.

Comme l'intitulé l'indique, il assure des formations professionnalisées aux métiers de l'aménagement et du développement territorial durable, du tourisme et de l'urbanisme depuis 1976.

Tous les diplômes de l'latu font l'objet d'une évaluation tous les quatre ans par le ministère des universités et font également l'objet d'évaluations par les experts nationaux et étrangers de l'Aperau (Association pour la promotion de l'enseignement et de la recherche en aménagement et en urbanisme), dont l'institut applique la charte pédagogique. On trouve des débouchés dans les collectivités territoriales, les bureaux d'études privés et les organismes parapublics.

Un lieu emblématique

En amont, ils ont débroussaillé le sujet qui met en scène d'autres acteurs que sont les commerçants sédentaires et les syndicats. « On

va essayer de savoir pourquoi ils veulent rester, pourquoi la municipalité ne le veut plus, comment fonctionne cette place. Les forains créent-ils un effet barrière qui gêne les autres, vers qui vont les passants, est ce qu'ils s'arrêtent, vont-ils vers les non sédentaires ou les sédentaires, voire les deux ? Car au-delà du conflit, il y a la symbolique de ce lieu emblématique, plutôt chic. »

Armés d'un bloc-notes et d'un stylo, ils vont carrément s'informer à la source. Éric Moch, entre deux portants chargés de ceintures, va leur dire le reste : « Trois générations de Moch ont bossé ici. Et en décembre 2011, patatras. La mairie nous a envoyé une lettre pour siffler la fin de la partie. Après, elle nous a proposés d'autres emplacements, place de la République où il n'y a pas un chat. Puis le bas du cours Victor-Hugo où personne ne nous verrait. Les élus ont pensé à la victoire avant d'y renoncer. Et puis ils ont sorti les allées d'Orléans de leur chapeau. Un coup derrière la banque de France, un coup derrière Keolis. Leur argument, le carrefour des lignes B et C amènera du monde. Et moi je vous dis qu'entre deux trams, les gens, ils courent. Ils n'achètent pas. »

Le chantier de Mango

Pierre Lebrun se lance : « J'ai lu que la mairie voulait tirer la rue Sainte-Catherine vers le haut ? Comment vous le prenez ? » « Du racisme social », assène Éric Moch qui est revenu sur la place le 13 décembre, avec la bénédiction du maire. « Entre le 1er et le 12, on était dans l'illégalité puisqu'on n'avait plus l'autorisation de déballer. On a eu un PV. Ça passera au tribunal. »

Ils sont quatre à avoir rempli sur la place. Cinq autres ont accepté d'émigrer devant le Grand Quartier, qui n'existe plus et va être relayé par Mango. « On s'est engagé par écrit auprès de la municipalité pour ne pas revenir à Saint-Projet. Notre syndicat, le Cid-Unati nous l'a conseillé, contrairement au Syndicat des commerçants non sédentaires qui a dit aux autres de rester là-bas », explique Kalofi Rafa. Les trois étudiants flairent que le torchon brûle entre les deux formations. Ils noircissent des pages. « C'était ça ou rien. Finalement, on est très bien ici, la clientèle est meilleure que sur la place. Et puis ce prétexte de la sécurité avancé par la ville est bidon. Quand il y a la braderie, il y a encore moins d'espace pour laisser accéder les pompiers. »

Mais voilà, un autre problème se profile avec l'ouverture du chantier de l'enseigne espagnole : « On croit savoir que les travaux de Mango vont commencer sous peu. Et là, on devra céder la place aux échafaudages. Pour aller où ? »

Revenir à Saint-Projet ? Impensable, ils ont signé...